



Synthèse année 2025-2026

Synthèse du séminaire

UE161 - Taïwan et ses lieux de mémoire. Une sociologie du sensible et de l'imaginé au regard de l'expérience taïwanaise dans la dynamique inter-détroit
2025-2026

Auteurs et autrices :

Jérémie Annabelle,
Nino Nativelle,
Mathilde Girard,
Theophanie Le Dez,
Emilie Brancourt

Relu et corrigé par :

Samia Ferhat,
Cecilia Larfi

Un grand merci à Judicaël Périgois

Problématique de cette année :

Comment la mémoire est-elle un mouvement ?



Table des matières

Introduction (p 3)

I. Une relation au Japon fluctuante (p 4)

- A. La mémoire de Koxinga (p 4)
- B. La mémoire de la guerre sino-japonaise (p 5)

II. La Terreur blanche : une période trouble (p 6)

- A. Une mémoire d'abord liée à la construction identitaire taïwanaise (p 6)
- B. L'émergence récente d'une mémoire plurielle (p 7)

III. La question d'une « seule Chine » (p 8)

- A. Une simple contestation de légitimité au départ (p 8)
- B. Une troisième variable : une mémoire au prisme d'une identité taïwanaise distincte (p 9)

Conclusion (p 10)



Introduction

Cette synthèse s'inscrit dans le cadre des travaux du séminaire « Lien, espace et distance : une sociologie du sensible et de l'imaginé au regard de l'expérience taïwanaise dans la dynamique inter-détroit », dirigé par Samia Ferhat à l'EHESS. Cette année, nos réflexions nous ont invités à explorer la mémoire non pas comme un objet figé ou un simple dépôt du passé, mais comme une matière vivante, dynamique et en constante évolution.

Halbwachs et Lavabre permettent de conceptualiser la mémoire non pas comme objet figé mais comme un processus mouvant. Chez Halbwachs, la mémoire se rattache à des « cadres sociaux » (la famille, l'école, l'institution religieuse), ainsi elle évolue selon les besoins du présent : la société change, donc ses cadres changent, donc ses souvenirs se reconstruisent¹. Chez Lavabre, la mémoire n'est pas neutre et est un outil politique lié aux « usages du passé » : elle se modifie par les générations et les besoins de légitimation du pouvoir². Ainsi, nous souhaitons interroger à travers la problématique suivante : comment la mémoire est-elle un mouvement ?

Pour y répondre, il convient d'inscrire la mémoire au croisement de trois approches. Notre démarche est, d'abord, sociologique, la mémoire est étudiée à travers des groupes spécifiques (l'État, les partis politiques, les familles). Elle est ensuite anthropologique, car elle s'intéresse aux pratiques concrètes et aux objets (les manuels scolaires, le culte des héros). Enfin, elle est herméneutique car elle interprète des récits, des discours et des témoignages pour comprendre le sens que les acteurs donnent à la mémoire. La mémoire n'est pas le passé lui-même ; elle est ce qui nous rattache au passé depuis notre ancrage dans le présent. Elle permet d'analyser les ruptures, les continuités et les transitions socio-politiques. Ce mouvement mémoriel se matérialise dans le récit de manière concrète, ce dernier se transforme continuellement en fonctions des intérêts du présent. Comme le montre Lavabre à travers le concept d'« usages du passé », la mémoire fait l'objet d'une instrumentalisation politique. La mise en récit du passé est un enjeu de pouvoir, elle est réécrite pour gagner en légitimité, en sélectionnant ce qui doit être dit, tu ou commémoré.

Il n'y a pas de mémoire sans récit : ce dernier est nécessaire pour s'identifier à un parcours et s'y rattacher, ainsi la mémoire navigue entre des supports matériels ou des récits immatériels. En nous appuyant sur les travaux de Maurice Halbwachs, nous appréhendons la mémoire dans sa pluralité. Nous distinguons la mémoire officielle – le récit porté par l'État, les institutions, qui a pour but d'unifier la nation autour d'un récit – et la mémoire vernaculaire, façonnée et transmise au sein d'espaces sociaux (famille, cercle militant), offrant un contre-récit aux discours institutionnels.

Pour nourrir nos réflexions, se sont tenues des interventions et des publications de chercheurs et auteurs invités au séminaire, tels que Yen Ai-lin 顏艾琳, Li Ang 李昂, Edward Vickers et Dominic Meng-Hsuan Yang. À ce corpus se sont ajoutée l'analyse de manuels scolaires abordant l'histoire des deux rives (兩岸) (ainsi que l'examen de traités internationaux).

À travers ces matériaux, cette synthèse propose d'interroger la mémoire en mouvement en s'appuyant sur quatre fils conducteurs transversaux : les symboles comme marqueurs identitaires, les césures historiques signifiantes, l'usage des personnages historiques comme modèles ou contre-modèles, et enfin, l'évolution des termes et désignations permettant le déplacement sémantique des acteurs dans le temps.

Ces quatre grilles de lecture traverseront les trois grands axes de notre cheminement :

¹ Halbwachs, M. (1925). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Félix Alcan.

² Lavabre, M.-C. (1994). *Le fil rouge : Sociologie de la mémoire communiste*. Presses de Sciences Po.



Dans un premier temps, nous aborderons comment l'histoire est mobilisée, modifiée et réinvestie pour repositionner les acteurs dans un nouveau récit national. Ces mémoires en mouvement finissent par se cristalliser dans ce que Pierre Nora nomme des lieux de mémoire, ces points où le passé se fixe et se rend visible. Les temples, les sanctuaires et les mémoriaux que cette synthèse prend pour objets en sont les supports privilégiés, et c'est là que le travail de la mémoire devient observable. Cette analyse s'ouvrira sur la figure complexe et polysémique de Koxinga (Zheng Chenggong)³, figure loyaliste Ming dont la mémoire a fait l'objet de récupérations politiques plurielles et contradictoires, avant d'examiner la construction et les glissements de la mémoire liée à la guerre sino-japonaise.

Ensuite, nous analyserons la manière dont la mémoire taïwanaise s'est d'abord structurée autour du mouvement d'opposition démocratique, pour ensuite donner lieu à l'émergence récente d'une mémoire plurielle et institutionnalisée de la répression politique.

Enfin, nous mettrons en lumière une contestation fondamentale de légitimité à l'origine du conflit inter-détroit. Nous concluons en montrant comment cette confrontation originelle alimente aujourd'hui la revendication grandissante d'une identité distincte à Taïwan, ajoutant une variable mémorielle en pleine évolution.

I. Une relation au Japon fluctuante

A. La mémoire de Koxinga

Zheng Chenggong, plus connu sous le nom de Koxinga, est une figure historique d'une singulière complexité. Né au Japon d'une mère japonaise et d'un père chinois originaire du Fujian, il s'est d'abord rendu célèbre en résistant farouchement à la conquête mandchoue, restant jusqu'à sa mort l'un des derniers défenseurs de la dynastie Ming. Son exploit le plus marquant reste la prise du Fort Zeelandia en 1661, par laquelle il chassa les Hollandais au sud-ouest de Taïwan et fonda l'éphémère royaume de Tungning, qui dura jusqu'en 1683 avant d'être absorbé par la Chine des Qing. Au fil des siècles, son image a été constamment récupérée et réinterprétée selon les intérêts du moment. La dynastie Qing, qu'il avait pourtant combattue, en fit un modèle de loyauté confucéenne tandis que le Japon colonial mit en avant ses origines japonaises pour l'intégrer à son propre récit. Le nationalisme chinois du XXe siècle en fit un symbole de résistance face aux envahisseurs et, lors de la guerre civile, le Kuomintang le présenta comme le symbole de la reconquête à venir, tandis que le Parti communiste le célébrait comme un héros anticolonial. Chaque camp, selon ses intérêts du moment, projeta sur cette figure les contours de son propre idéal politique, révélant ainsi le rôle du mythe comme un outil puissant de légitimation du présent. A cet égard, les travaux d'Edward Vickers consacrés à l'élaboration de la figure de Koxinga au prisme des métarécits mettent en exergue la grande plasticité du symbole et l'étendue de ses instrumentalisation.

Depuis la démocratisation de Taïwan dans les années 1990 et la montée du Parti démocrate progressiste (PDP), le regard porté sur Koxinga a profondément changé. Dans les musées de Taïnan, l'ancienne capitale de son royaume, il n'est plus présenté comme le sauveur d'une Chine en exil, mais replacé dans la réalité de ses origines mêlées et de son influence culturelle locale. Loin d'être un héros pour tous, Koxinga est également dénoncé par une partie des

³Personnage historique du XVIIe siècle, Koxinga incarne le concept de mouvement mémoriel par sa plasticité politique. Il est célébré par la République Populaire de Chine (RPC) comme un héros nationaliste ayant chassé les puissances occidentales, par le Kuomintang (KMT) comme le symbole de la résistance et de la légitimité face au continent.



nationalistes et des populations autochtones comme l'initiateur de la colonisation Han et de l'expropriation de leurs terres.

Au Japon, particulièrement dans la ville natale de Koxinga à Hirado, la figure de Koxinga est célébrée à travers les commémorations qui lui sont dédiées. Celles-ci constituent une "tradition inventée" (cf. Hobsbawm, 1995) à des fins touristiques, impulsées dès les années 1960 par des acteurs taïwanais bien avant que les habitants japonais eux-mêmes n'y trouvent un intérêt. Ce lien mémoriel nippon-taïwanais, relevant davantage d'une diplomatie culturelle informelle, s'est depuis consolidé en un festival annuel où les officiels de Taïnan et leurs homologues japonais célèbrent une fraternité historique et culturelle partagée.

De son côté, la République Populaire instrumentalise activement Koxinga depuis les années 1980 dans une "offensive de charme" visant Taïwan, en insistant sur une parenté biologique entre Fujian et Taïwan (China Museum for Fujian-Taiwan Kinship) ainsi que sur un passé commun de résistance face à l'opresseur japonais, Pékin reprend le récit historique de la "reconquête" par Koxinga pour justifier et promouvoir son projet de réunion de l'île.

Loin d'être un héritage figé, la figure de Zheng Chenggong demeure une arène symbolique et dynamique, illustrant l'usage politique de l'histoire comme outil de construction identitaire, de légitimation territoriale et de rapprochement diplomatique.

B. La mémoire de la guerre sino-japonaise

La mémoire de la guerre sino-japonaise est l'un des terrains les plus révélateurs des reconfigurations identitaires taïwanaises. Les déplacements sémantiques n'en sont qu'une face : derrière eux se joue une logique plus large de recomposition du passé colonial, qui opère sur trois plans : ce que l'État efface, ce qu'il patrimonialise en le neutralisant, et ce que les communautés locales en font. Sous la loi martiale, le KMT impose une mémoire de résistance antijaponaise structurée autour de quatre mots-clés : 唯一合法政府 (gouvernement unique et légitime), 反共復國 (combattre le communisme et restaurer la nation), 光復大陸 (reconquérir / restaurer le continent) et 中華文化復興運動 (mouvement de renaissance de la culture chinoise).

Mais cette mémoire est importée du continent et forcée sur une population ayant eu une expérience inverse : Taïwan a vécu la guerre comme sujet de l'Empire japonais. Quelque 30 000 Taïwanais sont morts sous l'uniforme impérial sans reconnaissance du KMT, et la résistance locale à la colonisation fut surtout religieuse (comme l'incident Tapani en 1915), sans rapport avec le récit continental. Il faut également préciser que la violence assimilatrice japonaise est tardive : le mouvement de japonisation forcée 皇民化運動 (Mouvement de japonisation (ou mouvement d'impérialisation des sujets coloniaux)) ne débute qu'en 1937. Le temple de Koxinga à Taïnan illustre ces trois régimes successifs du rapport au passé : érigé en 1875 sous les Qing, converti dès 1897 par les Japonais en 開山神社 (premier sanctuaire shinto de Taïwan) puis récupéré par le KMT après 1945 comme symbole du héros chinois ayant chassé les Hollandais. Le premier geste de l'État est donc d'effacer et de remplacer ; puis, à partir des années 1990, de conserver mais de neutraliser, en valorisant le bâtiment pour son esthétique en taisant sa fonction coloniale. La démocratisation, sous Lee Teng-hui, brise ce cadre par des déplacements sémantiques inscrits dans les révisions des programmes scolaires : 抗戰勝利 (Victoire de la guerre de résistance (contre le Japon)) cède à 終戰 (fin de la guerre), 日據時代 (période occupation japonaise) devient 日治時期 (administration japonaise), et la réforme constitutionnelle substitue 臺灣地區 (région taïwanaise) / 大陸地區 (région continentale) aux



anciennes formulations sino-centrées. Cette recomposition soulève une tension structurelle : supprimer la rétrocession 光復 (rétrocession, restauration ou « libération ») du récit, c'est ôter au KMT sa légitimité historique, mais aussi effacer la complexité d'une césure toujours disputée, comme en témoigne la théorie du 台灣地位未定論 (théorie du statut indéterminé de Taïwan). Aujourd'hui, cette réévaluation se traduit dans des relations taïwano-japonaises paradoxalement chaleureuses. Taïwan est ici un cas spécial où coexistent le rejet postcolonial et la valorisation de la modernisation japonaise. La pression de Pékin agit comme catalyseur : plus la RPC intensifie ses revendications, plus le passé japonais est réévalué positivement. Le Japon est ainsi devenu un contrepoids à la fois stratégique et affectif, traduit par un rapprochement sécuritaire indo-pacifique et des échanges économiques considérables.

II. La Terreur blanche : une période trouble

Au-delà des mémoires liées aux relations sino-japonaises, la construction du récit historique taïwanais s'est également appuyée sur la réinterprétation d'expériences politiques internes. Parmi celles-ci, la Terreur blanche occupe une place centrale, tant comme objet de mémoire que comme support des débats contemporains sur l'identité et l'histoire de Taïwan.

A. Une mémoire d'abord liée à la construction identitaire taïwanaise

La défaite de l'empire nippon lors de la Seconde guerre mondiale, marqua à la fois la fin de la période coloniale japonaise à Taïwan, ainsi que le retour de l'île dans le « giron de la patrie chinoise », après cinquante années de séparation.

Un gouvernement fut dépêché sur l'île dans le dessein d'organiser ce qu'on appelle la Rétrocession 光復, à sa tête, le général Chen-Yi 陳儀 s'impose comme chef de l'exécutif provincial et représentant du pouvoir nationaliste sur l'île. L'arrivée du nouvel administrateur fut largement accueillie par la population insulaire, mais rapidement ce qui devait être des retrouvailles en grandes pompes devint une désillusion amère pour les Taïwanais. Les raisons à ce désenchantement sont nombreuses, parmi elles, la gouvernance d'un nouvel administrateur corrompu qui avait la mainmise sur les ressources de l'île, et qui, de plus, exclut du pouvoir l'élite intellectuelle de l'île. Ainsi les premières années de la Rétrocession sont marquées par un climat de tension qui s'installe entre les nouveaux arrivants et la population insulaire. L'incident 228, 二二八事件 correspondant au contrôle d'une contrebandière qui vendait des cigarettes à la sauvette, qui tourna au vinaigre, met le feu aux poudres à un climat déjà sensible traversé par de nombreuses révoltes.

Dans le dessein de maintenir l'ordre social et politique, la loi martiale (1949-1987) est mise en vigueur, celle-ci se caractérise par une répression politique surnommée la « Terreur blanche » 白色恐怖. Cette période de répression constitue pour les habitants de l'île une sorte de mythe fondateur de l'identité taïwanaise. Les différentes mises en récit de cette période sont révélatrices des fluctuations de la mémoire de l'événement et du rapport des autorités et des habitants de l'île à cette dernière. En effet, dans un premier temps la période de la répression a été mise sous silence, considérée à la fois comme sujet tabou pour le KMT et mémoire douloureuse pour la population civile. Le gouvernement nationaliste replié sur l'île est le premier à produire un discours officiel le déculpabilisant de l'événement et minimisant la violence de la répression ainsi que le nombre de victimes. Toutefois, la démocratisation de l'île



au cours des années 1980, permit l'émergence progressive d'un nouveau récit, porté notamment par les *dangwai* (hors-parti), qui se caractérise par une relecture de l'histoire centrée sur le vécu des *benshengren* mettant en avant la répression exercée par le KMT à leur encontre, en accordant une place limitée au vécu et aux souffrances des *waishenren*. La Terreur blanche devient un événement essentiel de cette nouvelle lecture de l'histoire passant de sujet tabou au début de la démocratisation à un véritable lieu de mémoire à partir de 1987. Ce récit instaure également une opposition ethnique entre deux groupes les continentaux *waishengren* désignés comme les dominants et les taïwanais de « souche » dits *benshengren* érigé en principales victimes de la répression. À la fois enjeu historique, mémoriel et politique, la Terreur blanche aura servi de frontière pour définir à différentes périodes et selon différents acteurs les contours d'une identité taïwanaise qui se construit en concomitance avec l'écriture de son histoire nationale. Les arts et en particulier la littérature, furent les premiers avant l'histoire savante à aborder cette période fondatrice de l'histoire de Taïwan. L'écrivaine Li Ang née dans les années 50 et qui connut les différentes fluctuations de l'identité taïwanaise, ainsi que l'évolution politique et sociale du pays, s'inscrit dans cette historiographie. Son roman *Le Banquet aphrodisiaque* parcourt quarante ans de changement de la société, la nourriture qui est utilisée afin d'ouvrir le dialogue sur les évolutions sociale, politique et culturelle de Taïwan est également une métaphore sensible de l'identité hybride de l'île.

À l'image de la libéralisation politique et de l'émancipation sociale de Taïwan que Li Ang décrit dans son œuvre, les discours se rapportant à la Terreur blanche se délient au cours de la période de démocratisation du pays. Ce climat démocratique permet l'émergence d'une nouvelle narration construite par une nouvelle génération de chercheurs dépolitisés qui souhaitent rendre compte de la complexité historique de Taïwan.

B. L'émergence récente d'une mémoire plurielle

La mémoire de 1949 est longtemps restée bridée des deux côtés du détroit. À Taïwan, le projet de reconquête du continent impose une économie du deuil particulière : la défaite ne peut être ni nommée ni pleurée sans invalider la légitimité du gouvernement en exil. Comme le montre Tang, la première génération de *waishengren* n'évoquait pas la guerre civile, silence renforcé par la loi martiale, maintenue jusqu'en 1987. Le récit dominant se concentre sur les souffrances des *benshengren* lors du 228, occultant les violences subies par les *waishengren* durant la Terreur blanche, pourtant statistiquement supérieures. Leur « traumatisme social » se cristallise autour de plusieurs périodes : l'exode (1948-1955), l'errance (années 1950), la nostalgie culturelle (années 1960-1980) et le retour sur un continent méconnaissable (années 1980-1990). En RPC, la logique est inverse mais symétrique : le cadre de la « guerre de libération » efface la douleur des déplacés, des soldats recrutés de force et des familles séparées, condamnant à la censure des œuvres comme *Big River*, *Big Sea* de Lung Ying-tai (2009). La démocratisation des années 1990 ouvre une brèche dans ce double verrouillage, déclenchant un « boom mémoriel » post-libéralisation. Celui-ci libère plusieurs mémoires qui se superposent les unes avec les autres : le récit des *benshengren* s'impose dans la formation d'une identité taïwanaise distincte. Paradoxalement, il ouvre l'espace pour que les *waishengren* formulent leur souffrance à leur tour : dans la configuration dominant/dominé, ils n'avaient jusqu'alors pas pu se placer comme victimes. C'est dans ce contexte qu'émerge une identité *waishengren* qui offre une nouvelle piste pour étudier la mémoire inter-détroit : les travaux récents de chercheurs dépolitisés construisent une troisième phase mémorielle, une phase



éthique qui cherche à s'affranchir des a priori politiques pour restituer la complexité des expériences sans les instrumentaliser dans des récits identitaires opposés.

III. La question d'une « seule Chine »

Si la mémoire de la Terreur blanche a contribué à façonner les récits contemporains de l'histoire taïwanaise, elle a également participé à la redéfinition des cadres d'identification collective. Cette évolution se retrouve dans un autre enjeu majeur de la mémoire politique à Taïwan : la question d'une « seule Chine », dont les significations ont été progressivement réinterprétées à l'aune de l'affirmation d'une identité taïwanaise distincte.

A. Une simple contestation de légitimité au départ

La question de l'identité taïwanaise est non seulement une affaire d'histoire et de mémoire mais également une affaire de relations diplomatiques et de relations inter-détroit. Si la mémoire de Taïwan n'a cessé d'être en mouvement c'est tout naturellement que la manière dont elle se définit ainsi que ses relations avec d'autres États le sont également. Lors de son repli sur l'île le KMT emporta avec lui la République de Chine qui s'installa officiellement sur le territoire transformé en base militaire de la contre-attaque nationaliste et en conservatoire de la culture chinoise, alors que sur le continent régnait une autre République et surtout une autre Chine, antithèse de la Chine insulaire. L'existence de deux astres dans le ciel de la Chine eut un impact considérable dans la politique et dans l'histoire de Taïwan, puisqu'elle soulève jusqu'à la question de la légitimité de la République de Chine comme incarnation de la Chine au sein du concert international.

En effet, si la République de Chine fut reconnue par les autres puissances comme l'incarnation de l'unique Chine, lui conférant un siège au conseil de sécurité de l'ONU, c'est aussi à cette République que Taïwan avait été rétrocédée, la légitimité dont jouissait cette République fut rapidement bouleversée par la normalisation des relations entre les États-Unis, fidèle soutien du président Chiang Kai-shek, et la RPC de Mao. Le communiqué de Shanghai du 27 février 1972 pose le socle de ses relations, qui se basent sur les principes de « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de tous les États », afin de garantir la paix en Asie, ainsi que l'opposition à « l'agression étrangère, l'ingérence, le contrôle et la subversion ». Ces principes font de Taïwan, selon la position de la RPC, une affaire interne à la Chine sans que pour autant les US ne reconnaissent le territoire comme faisant partie de la Chine. Afin de garantir le maintien de ses relations, les US reconnaissent en 1979 Pékin comme seul gouvernement légal de la Chine provoquant la rupture des relations officielles avec Taïwan, amenant cette dernière à l'isolement diplomatique. Cette reconfiguration accélère le déclin d'un projet de reconquête du continent déjà compromis depuis les années 1960, conduisant progressivement le gouvernement taïwanais à renoncer à l'option militaire tout en conservant ses prétentions politiques sur l'ensemble de la Chine. Le manuel réalisé par Cai Dongjie, Hong Mingde et Li Kaixuan décrit l'évolution des relations inter-détroits, ainsi que la position de Taïwan vis-à-vis de la RPC qui se traduisent par une politique de « contre-offensive » avec la politique de gloire nationale au cours de la présidence de CKC. Taïwan ayant perdu le soutien américain s'oriente avec la présidence de CCK vers une politique d'obstruction qui se manifeste par la doctrine des « trois non » : pas de contact, pas de négociations, et pas de compromis avec Pékin qui affirme sa volonté de réunification (neuf articles de Ye). Au cours des années 1980 « le temps change,



l'environnement change et la tendance aussi » dans la politique de Taïwan qui permet une réouverture des flux inter-détroits, toutefois cette ouverture reste limitée et ne remet pas en cause le refus de tout dialogue officiel entre la République de Chine et la RPC.

Ainsi nous observons que l'évolution des relations de Taïwan avec les autres États en particulier la RPC avec qui elle se dispute la légitimité d'incarner la Chine, et les États-Unis garant de cette légitimité, détient un impact considérable sur l'identité et la place que Taïwan occupe au sein du concert international. Un impact qui se répercute sur le récit national au cours des années suivantes pendant lesquelles le pays poursuit sa libéralisation démocratique. Taïwan ne pouvant plus prétendre être la personification de la Chine, réclame désormais une identité distincte qui tout comme la récente apparition d'une mémoire plurielle, prend en compte toutes les complexités de son histoire.

B. Une troisième variable : une mémoire au prisme d'une identité taïwanaise distincte

Si les premières décennies de la République de Chine à Taïwan n'ont connu que l'opposition binaire entre le KMT et la République Populaire de Chine, la démocratisation et l'autorisation de la création d'un parti d'opposition en 1986 permirent l'entrée en scène d'un nouveau protagoniste idéologique, le mouvement indépendantiste taïwanais. En effet, alors que durant les périodes de gouvernement de Chiang Kai-Shek et Chiang Ching-Kuo, le nœud de la discorde de part et d'autre du détroit consistait en une revendication concurrente à représenter politiquement la Chine, l'arrivée du Parti Démocrate Progressiste (PDP) et de ses revendications identitaires complexifient encore la relation au continent. Cette tendance politique trouve un écho grandissant auprès de jeunes générations, dont l'effet se manifeste notamment sur la langue, avec par exemple une modification de l'auto-dénomination des habitants de la République de Chine. Ainsi, ces derniers s'assimileront progressivement à des *taiwanren* (台灣人 : Taïwanais) avec un pourcentage passant de 17.6% en 1992 à 63.3% en 2021⁴, et non plus des *zhongguoren* (中國人 : Chinois) dont l'usage est quant à lui passé de 10.5% à 2.7%⁵. Il en va de même pour la dénomination de la RPC qui n'est dorénavant plus désignée comme simplement *dalu* (大陸 : le Continent), mais *zhongguo dalu* (中國大陸 : la Chine continentale) et même seulement *zhongguo* (中國 : la Chine). Une évolution qui souligne non pas seulement un délitement progressif des liens avec la RPC, mais véritablement la volonté de la population taïwanaise de se distancer de l'identité chinoise elle-même.

Ce rebattement de cartes sur le plan identitaire n'est pas étranger aux mandats présidentiels successifs dont les lignes idéologiques (indépendantiste/progressiste vs conservatrice) remodelent progressivement le paysage politique de l'île. Ainsi, sous l'impulsion de Lee Teng-Hui (1988-2000), initialement membre du KMT, mais aux positions progressivement indépendantistes, puis des mandatures du PDP avec Chen Shui-bian (2000-2008) et Tsai Ing-wen (2016-2024), cette troisième voie va peu à peu se dessiner. En effet, si Chen Shui-bian se présente dans un premier temps dans une posture de continuité, avec la doctrine des *si bu yi meiyou* (四不一沒有 : « quatre non, une absence ») s'engageant à ne pas proclamer l'indépendance, ni changer le nom de la République de Chine, inscrire le principe de deux pays distincts dans la constitution, ou encore organiser de référendum sur l'indépendance de l'île, son second mandat bifurque radicalement avec la politique des *si yao yi meiyou* (四要一沒有 : « quatre nécessités, une absence »). Cette nouvelle politique affiche une volonté d'indépendance pour Taïwan, l'usage de son nom véritable (et non pas celui de RDC), une

⁴ Election Study Center, National Chengchi University. (2026, January 9). *Taiwanese/Chinese identity (1992/06–2025/12)*. <https://esc.nccu.edu.tw/PageDoc/Detail?fid=7800&id=6961>

⁵ Ibid.



nouvelle constitution et un développement économique juste, concluant qu'il n'y a pas de clivage gauche-droite dans la société taïwanaise, mais celui de l'indépendance vs la réunification. Après l'intermède de la double mandature du président Ma Ying-jeou, du parti nationaliste, qui avait vu un réchauffement des relations avec Pékin, le retour du PDP au pouvoir en 2016 avec la présidente Tsai Ing-wen accentue encore davantage la rupture historique entre le continent et l'île. En effet, la nouvelle présidente rejette le consensus de 1992, tout en conservant malgré tout une volonté de préserver le statut quo avec la politique des *xin si bu yuanze* (新四不原則 : « les quatre nouveaux principes de non ») selon lesquels le PDP ne changera pas sa ligne idéologique indépendantiste mais ne recherchera pas d'opposition frontale avec la Chine.

Ainsi, ce phénomène se matérialise notamment au travers des manuels scolaires, initialement contrôlés par le pouvoir et réduits à une seule maison d'édition, qui avec la démocratisation et l'arrivée au pouvoir du PDP, se diversifièrent et intégrèrent progressivement des éléments de l'histoire taïwanaise antérieure à l'avènement de la République de Chine accordant une place grandissante à l'héritage lié aux populations autochtones et réduisant celui lié à la civilisation chinoise. Comme présenté plus tôt, c'est aussi la période de la colonisation japonaise qui est revue sous un angle pragmatique et dépourvu d'affects, quand l'historiographie du KMT insistait jusque-là sur la souffrance engendrée par cette occupation.

Finalement, on assiste à un curieux basculement de position : là où, à l'époque de Chiang Kai-shek et Chiang Ching-kuo, le KMT était le tenant historique de la posture la plus radicale à l'égard de Pékin avec la *sanbu zhengce* (三不政策 : « politique des trois non »), il se montre aujourd'hui le parti le plus conciliant avec la Chine, tandis que c'est le PDP qui, pour ancrer son processus de détachement vis-à-vis de l'identité chinoise reprend aujourd'hui le flambeau de la ligne d'opposition la plus dure à l'égard du voisin de l'autre côté du détroit.

Conclusion

Finalement, l'ensemble des éléments étudiés durant cette année 2025-2026 au sein du séminaire nous a permis de retracer l'évolution de la mémoire des événements qui ont marqué la région du détroit de Taïwan. Ces changements s'opèrent de concert avec les soubresauts de la scène politique régionale et se cristallisent autour de divergences dans la relecture des événements qui ont marqué l'histoire de Taïwan. Ceux que nous avons choisis de rappeler ici, comme la figure historique de Koxinga, la guerre sino-japonaise sur le continent et à Taïwan, ou encore la terreur blanche sous le prisme de *waishengren* et des *benshengren*, modèlent, chacun à leur manière, une forme de mémoire qui leur permet de désigner un adversaire, des alliés, des victimes ou encore des héros dont il faut s'inspirer. Ainsi, nos analyses rejoignent les travaux de Marie-Claire Lavabre en ce que la mémoire, loin d'être statique ou unilatérale, constitue une "ressource politique"⁶ permettant de faire usage du passé pour répondre aux besoins contemporains d'une société, notamment dans un cadre de construction ou de renforcement d'une identité nationale.

Les acteurs de la scène politique taïwanaise apparaissent donc aujourd'hui comme une illustration frappante des ressorts diplomatiques que présentent les mutations mémorielles dont ils font usage régulier dans leurs relations avec leurs voisins japonais et chinois. En dernière date, l'exemple éloquent de Cheng Li-wun 鄭麗文, présidente du KMT, qui, durant sa visite officielle en RPC, s'est rendue à Nanjing, au mausolée de Sun Yat-sen, fondateur de la

⁶ Lavabre, M.-C. (2007). Paradigmes de la mémoire. *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, 5, 139–147.



République de Chine, dont elle a souligné l'importance de l'héritage de part et d'autre du détroit. Un bond en arrière occultant des décennies d'opposition idéologique féroce, mais qui apparaissent aujourd'hui bien moins clivantes que la question indépendantiste.